



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/66/7/Add.1
28 mars 2012

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Soixante-sixième réunion
Montréal, 16 – 20 avril 2012

Addendum

**PLAN D'ACTIVITÉS GÉNÉRAL DU FONDS MULTILATÉRAL
POUR LA PÉRIODE 2012-2014**

Le présent document est émis pour :

- **Ajouter** les paragraphes suivants :

Activités pour les Émirats arabes unis

51 bis) Le PNUE a alloué aux Émirats arabes unis, dans le cadre de son plan d'activités, un montant de 60 000 \$ US pour les frais de lancement du projet de renforcement des institutions en 2012 et au titre de sa contribution bisannuelle ordinaire en 2013, un montant de 300 000 \$ US pour le projet de renforcement des institutions. Il a aussi affecté 125 000 \$ US à la préparation du PGEH afin de tenir compte de la consommation de HCFC du pays dont la valeur de référence était de 557,1 tonnes PAO. Le PNUE a également prévu de financer le PGEH à hauteur de 13,5 millions \$ US, en tout, pour la période 2013-2019, y compris une tranche s'élevant à 2,5 millions \$ US pour 2013.

51 ter) Les Parties ont pris un certain nombre de décisions concernant la situation des Émirats arabes unis, en qualité de Partie visée à l'article 5 du Protocole de Montréal.

- a) Lors de leur première réunion (mai 1989), les Parties au Protocole de Montréal ont classé les Émirats arabes unis (ainsi que d'autres pays) dans la catégorie des pays en développement aux fins du Protocole (décision I/12E) ;
- b) Lors de leur troisième réunion (juin 1991), sur la base des données relatives à la production et à la consommation de SAO communiquées par les pays (UNEP/OzL.Pro/WG.2/1/3 et Add.1), les Parties ont établi que les Émirats arabes unis (ainsi que d'autres pays) devaient être temporairement classés dans la catégorie des pays non visés à l'article 5 du Protocole (décision III/3) ;

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

- c) Lors de leur cinquième réunion (novembre 1993), les Parties ont fait remarquer que Chypre, le Koweït, la République de Corée, l'Arabie saoudite, Singapour et les Émirats arabes unis n'étaient pas classés dans la catégorie des pays visés au paragraphe 1 de l'article 5, compte tenu de leur consommation annuelle par habitant de substances réglementées. Il a été décidé que la classification serait modifiée comme il convenait, conformément au paragraphe 1 de l'article 5 du Protocole, dès réception des données complémentaires fournies par ces pays, si c'était justifié. Au cours de la même réunion, les Parties ont reclassé Malte et Bahreïn dans la catégorie des pays visés au paragraphe 1 de l'article 5 du Protocole (décision V/4).

51 quarter) Les Parties classées dans la catégorie de celles qui ne sont pas visées par le paragraphe 1 de l'article 5 du Protocole de Montréal (par exemple, les Émirats arabes unis) pourraient être ultérieurement reclassées dans la catégorie des Parties visées à l'article 5 au vu des données sur la consommation communiquées au titre de l'article 7 du Protocole de Montréal. En outre, lors de leur 6^e réunion (octobre 1994), les Parties ont décidé, entre autres, que « toute Partie (pays en développement), initialement classée dans la catégorie des pays non visés à l'article 5, mais reclassée ultérieurement dans celle des pays visés à cet article, n'est pas tenue de verser une contribution au Fonds multilatéral. Ces Parties sont instamment invitées à ne pas solliciter une aide financière auprès du Fonds multilatéral pour des programmes nationaux, mais elles peuvent demander une autre forme d'aide aux termes de l'article 10 du Protocole de Montréal. Cette condition ne peut s'appliquer si la classification initiale de la Partie dans la catégorie des pays non visés à l'article 5, établie en l'absence de données exhaustives, s'avère ultérieurement erronée au vu de données exhaustives » (décision VI/5 e)). Cette décision qui s'applique aux Émirats arabes unis, en vertu de laquelle ce pays a été invité à ne pas solliciter d'aide financière au Fonds, est la dernière prise par les Parties.

51 quinquies) Lors de sa 13^e réunion (mars 1996), le Comité de mise en œuvre intervenant dans le cadre de la procédure de non-conformité du Protocole de Montréal, a examiné la demande de reclassement présentée par le gouvernement des Émirats arabes unis, en qualité de Partie visée l'article 5 du Protocole de Montréal et a adressé formulé une recommandation aux Parties, mais aucune suite n'a été donnée.

51 sexies) Le 28 février 2012, le gouvernement des Émirats arabes unis a transmis au Comité exécutif une lettre dans laquelle il sollicitait un accès à un financement du Fonds multilatéral pour préparer et mettre en œuvre son PGEH (une copie de la lettre est jointe au présent document).

- **Ajouter** le sous alinéa a) bis) au paragraphe 52 de la Partie VIII : Recommandations :
 - a) bis) Examiner la demande présentée par les Émirats arabes pour que le Fonds multilatéral lui accorde une aide.

UNITED ARAB EMIRATES
MINISTRY OF ENVIRONMENT & WATER



الإمارات العربية المتحدة
وزارة البيئة والمياه

Ref: MOEW / 715 / 2012
Date: 28th Feb 2012

To:
Mr. Xiao Xuezhi (China)
Chairman
Executive Committee of the Multilateral Fund of Montreal Protocol

&

Ms. Maria Nolan
Chief Officer
Multilateral Fund Secretariat of the Montreal Protocol
Fax: +1 514 282-0068

Subject: Request of the United Arab Emirates to access funding from the Multilateral Fund of the Montreal Protocol to prepare and implement HCFC Phase-Out Plan.

The Government of the United Arab Emirates extends its compliments to the Executive Committee and the Secretariat of the Multilateral Fund of the Montreal Protocol and would like to bring the following to the kind attention of the Committee.

United Arab Emirates is signatory to the Vienna Convention and Montreal Protocol since 1989 and it ratified all amendments to the Montreal Protocol in 2005. Although UAE is classified as a party operating under Article 5 of the Montreal Protocol since 1995, the country didn't benefit of the Multilateral Fund to meet with its obligation under the Protocol during the past period.

UAE exerted over the last 2 decades all possible efforts to ensure complying with the Montreal Protocol and managed to continue in compliance situation over years through national funding assisted by the local regulatory and institutional framework to monitor and control ODS. The less consumption in the industrial sector compared to the servicing sectors and the early maturity of alternatives to CFC, suitable for local operational conditions, also assisted in smoothly meeting compliance with the 2010 total elimination of CFC.

Since the introduction of the Montreal Adjustment in 2007, to accelerate the phase-out of HCFC; UAE attempted to adapt the regulatory and institutional capacities towards the new goals with the good will to support the international consensus on protection of the Ozone Layer and early phase-out HCFC as feasible. However, the current local consumption pattern is incomparable with CFC where the industrial sectors, namely foam and A/C, are contributing notably to the HCFC consumption of UAE. In addition, similar industries in neighboring countries, particularly GCC countries, have started to benefit of the HCFCs phase-out projects funded under the Montreal Protocol which will create an unequal technological and competition ground in an open market situation. Such trend was not observed during the CFC phase-out period when all GCC industries didn't benefit of the Multilateral Fund of the Montreal Protocol.

www.moew.gov.ae

هاتف: +971 4 2148444 • فاكس: +971 4 2655822 • ص.ب: 1509 • دبي • الإمارات العربية المتحدة
TELEPHONE +971 4 214 8444 • FACSIMILE: +971 4 265 5822 • P.O.BOX 1509 • DUBAI • UNITED ARAB EMIRATES

UNITED ARAB EMIRATES
MINISTRY OF ENVIRONMENT & WATER



الإمارات العربية المتحدة
وزارة البيئة والمياه

Furthermore, it seems that while approaching the first commitment of freezing HCFC consumption in 2013, there is uncertainty about the feasible alternatives to HCFC suitable for high-ambient countries particularly for the A/C sector which is a crucial sector for countries with such harsh climatic conditions like UAE. Such challenge is also beyond the capacity of UAE itself and requires further international efforts to assess and examine suitable long-term alternatives and subsequent adaptation.

With the above brief background, the Government of UAE decided to join hands with the Multilateral Fund for developing and implementing a HCFCs phase-out strategy for UAE. A letter with a request for assistance was sent to the United Nations Environment Programme (UNEP) in October 2011 and based on deliberations on the request at the 65th ExCom meeting, we would like to reaffirm our request to the Executive committee of the Multilateral Fund of Montreal Protocol for the provision of the necessary technical and financial assistance that enables different consuming sectors in UAE to smoothly phase out HCFCs as per the agreed targets.

The Government of UAE would like also to express its wish that the development and implementation of the phase-out plan to be carried out by the United Environment Programme (UNEP) as Lead Agency and the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) as cooperating Agency, with the understanding that UAE may, in the future, request the support of other bilateral or implementing agencies operating under the Multilateral Fund as deemed necessary.

The Government of United Arab Emirates assures its highest consideration to the Executive Committee of the Multilateral Fund of Montreal Protocol and to the Multilateral Fund Secretariat.

Sincerely,

Dr. Mariam Hassan AL Shenawi
Acting Undersecretary - Ministry of Environment & Water



C.C.:

Mr. James S. Curlin
Interim Head of Branch/Network and Policy
Manager
Ozone Action Branch
UNEP Division of Technology, Industry and
Economics
Fax: +33 1 44 37 14 74

Dr. Abdulelah Al Wadaee
ODS Regional Network Coordinator
UNEP/ROWA
Fax: -973 17 825110

Dr. S. M. Si Ahmed
Director
Montreal Protocol Branch
Programme Development and Technical
Cooperation Division
United Nations Industrial Development
Organization (UNIDO)
Fax: +43 1 26026 6804

www.moew.gov.ae